

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 21 juillet 2016
relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les
gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel**

Réponse d'Enedis

Vous trouverez ci-dessous la réponse d'Enedis à la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 21 juillet dernier.

En préambule et concernant les nouvelles prestations ou les prestations dont le prix est modifié, Enedis souhaite préciser que ces prestations feront l'objet d'un retour d'expérience, portant notamment sur les coûts de réalisation.

Q1 : Êtes-vous favorable à une tarification à 17,00 € des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par télé-opération ?

Enedis est favorable à cette tarification.

Q2 : Êtes-vous favorable à une facturation au tarif de 64,00 € de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA ?

Enedis est favorable à cette tarification, mais souhaite préciser que lorsque les réducteurs sont sur une installation BT, leur fourniture ou remplacement est à la charge du GRD, alors que pour les installations HTA, la fourniture ou le remplacement du matériel est à la charge du client.

Q3 : Êtes-vous favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessus ?

Enedis est favorable à la mise en place de ces prestations.

Q4 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge ?

Enedis est favorable à cette tarification.

Q5 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur ?

Enedis est favorable à cette tarification.

Q6 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une prestation de relève à pied ?

Enedis est favorable à la mise en place d'une prestation de relève à pied.

Q7 : Êtes-vous favorable à la facturation au tarif « sans déplacement » des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication ?

Enedis y est favorable.

Q8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour la prestation annuelle de décompte ?

Enedis est favorable à la mise en place de la prestation de décompte, telle que décrite pour faciliter le déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques. La consultation indique que les GRD pourront conditionner la prestation de décompte au respect de certains critères.

Enedis s'interroge sur l'absence de définition commune à l'ensemble des GRD, pouvant induire un risque de discrimination entre clients présents sur des territoires desservis par des gestionnaires de réseaux différents n'appliquant pas des règles identiques.

Afin de garantir la non-discrimination, Enedis suggère que la CRE précise le cadre d'application.

Le déploiement de l'offre doit être synchronisé à celui des compteurs adéquats (compteurs communicants Linky, PME-PMI) et des SI associés pour permettre des traitements en masse.

Par ailleurs, Enedis attire l'attention du régulateur sur le fait qu'une ordonnance sur les réseaux fermés de distribution d'électricité devrait être publiée dans les prochains mois dans le cadre de l'article 167 sur la loi relative à la transition énergétique. Il conviendra que les situations de décompte rencontrées, dans lesquelles l'hébergeur et le décomptant sont des entités juridiques différentes, respectent ce nouveau cadre.

Q9 : Êtes-vous favorable à la mise en place des formules tarifaires envisagées par la CRE pour les pré-études concernant des projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques ?

Enedis est favorable à la mise en place de ces formules tarifaires.

Q10 : Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « Transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?

Enedis n'est pas favorable à ce que cette prestation soit gratuite. Un signal prix permettrait de limiter les demandes aux propriétaires et gestionnaires d'immeubles ayant un réel besoin de ces données et de couvrir le risque d'augmentation des coûts associé à un accroissement marqué du nombre de demandes.

Complément relatif à la prestation de « mise en place d'un dispositif d'échange d'information d'exploitation »

Dans le paragraphe 4 de la Consultation publique objet de cette réponse, la Commission de régulation de l'énergie n'évoque que les fonctions d'observabilité du DEIE : [Cette prestation consiste à « mettre en place une fonction de télémesure permettant l'observation de différents paramètres électriques au point de connexion »]. Or, cette fonction d'observabilité (qui, contrairement au dispositif de contrôle des performances, repose sur des échanges de données en temps réel entre l'installation de production et l'agence de conduite du GRD) n'est pas la seule que le DEIE doit assurer.

En effet, le DEIE assure également une fonction de commandabilité des installations. C'est cette fonction particulièrement sensible qui doit être soumise à des garanties de sécurité (fonctionnement en Régime Spécial d'Exploitation (RSE), bon fonctionnement du plan de protection du réseau de distribution), de sûreté du système électrique (découplage d'urgence à la demande de RTE) et de cyber-sécurité, le DEIE étant directement interfacé avec le système de conduite du réseau du GRD. Les fonctions du DEIE contribuant à la commandabilité et à la sécurité du réseau doivent donc demeurer dans le périmètre des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité.

Par ailleurs, à la différence du gestionnaire du réseau de transport, les GRD doivent gérer en temps réel un parc de production composé de très nombreuses installations. Un dispositif standardisé dont les évolutions fonctionnelles restent à la main du gestionnaire de réseau semble plus adapté à ce qui peut être considéré comme un marché de masse.

Enfin, Enedis a engagé un travail de R&D sur la re-conception du DEIE dans un projet appelé e-DEIE, dans une logique de simplification des mises en œuvre, de rationalisation matérielle, et de normalisation logicielle facilitant les évolutions, permettant ainsi d'optimiser les coûts, tout en s'attachant à assurer la sécurisation des échanges d'exploitation et de maintenance par, en particulier, un boîtier de sécurité associé à un « Device Management ». L'étude pourra conduire à répartir différemment l'architecture du DEIE et les coûts de prestations associés entre les producteurs et Enedis.

L'expérimentation de ce type de matériel a débuté dans le cadre du Démonstrateur VENTEEA et se poursuit sur celui de Smart Grid Vendée.

Un groupe de travail rapportant au Comité de Concertation des Producteurs sera lancé en début d'année 2017 afin d'instruire la question de l'industrialisation de ce type de matériel en remplacement du DEIE actuel.